

La lutte des classes n'a pas pris de vacances !

Malheureusement, c'est du côté des patrons et du gouvernement que l'activité a été la plus intense. De Molex à Chaffoteaux, les annonces de licenciements (comme à Rapidex à Écouflant) et de fermetures d'entreprises ont redoublé. Malgré les déclarations sur la « reprise », la crise économique n'est pas finie et, surtout, les patrons n'ont pas fini de la faire payer aux salariés (tout en continuant à s'en mettre plein les poches comme l'ont montré les milliards promis aux traders de la BNP). Après les intérimaires et les précaires, premières victimes des suppressions d'emploi, ce sont tous les salariés qui sont en danger.

La répression non plus n'a pas fait de pause. Dans les quartiers populaires, le harcèlement policier s'ajoute aux ravages de la précarité et du chômage. Il y a eu les licenciements de grévistes d'Edf-Gdf ou l'intervention des CRS pour évacuer trois salariés à l'usine Legré-Mante à Marseille. Le mois de septembre lui-même débute par une provocation : la condamnation à des peines de trois à cinq mois de prison avec sursis contre six ouvriers de l'usine Continental de Clairoix, poursuivis pour le saccage de la sous-préfecture de Compiègne en avril, alors qu'ils luttaient pour sauver leurs emplois.

Plus largement, le gouvernement a poursuivi ses attaques contre les droits des salariés. Alors que les services publics, de la Poste aux hôpitaux en passant par l'Éducation Nationale, sont détruits par la privatisation et les suppressions d'emplois, la loi de mobilité dans la fonction publique menace directement les fonctionnaires de licenciement et permet le recours à l'intérim. Et la loi autorisant le travail du dimanche dégrade les conditions de vie et de travail.

Le cynisme de ce gouvernement n'a pas de limite.

C'est au nom de l'égalité que le gouvernement veut réduire le niveau des retraites pour les femmes salariées. Alors que les retraitées sont nombreuses à finir leurs jours dans la misère, il s'en prend à une compensation accordée aux mères qui était déjà loin de combler les inégalités vécues par les femmes.

C'est au nom de l'écologie qu'il nous annonce, avec l'aide de l'ancien 1^{er} ministre socialiste Michel Rocard, l'instauration d'une taxe carbone. Or cette taxe :

- est socialement injuste dans son principe même, qui consiste à faire payer la grande majorité de ceux qui n'ont pas le choix de leur consommation d'énergie (ceux qui n'ont d'autre choix que d'utiliser leur voiture pour aller travailler ou de consommer de l'énergie pour chauffer leurs logements mal isolés).
- est écologiquement inefficace, puisqu'elle ne s'attaque pas à l'organisation capitaliste de la production et de la société, pourtant cause principale du réchauffement climatique.

Ce que le gouvernement prend d'une main aux plus modestes, il le redistribuera aux patrons grâce à la suppression de la taxe professionnelle, elle aussi à l'ordre du jour...

Heureusement, l'été a aussi été marqué par la résistance et l'action des salariés : ceux de Rapidex à Écouflant qui ont au moins pu obtenir des primes de licenciement conséquentes ; ceux de Molex lockoutés par leur patron voyou, et présents comme de nombreuses délégations solidaires à la manifestation du 30 juillet à Châtellerault autour des New Fabris, etc. Sans oublier les petits paysans et producteurs de fruits et de légumes...

Plus que jamais l'heure est à l'unité dans et pour les mobilisations, à la coordination des luttes pour donner à ce gouvernement la réponse qu'il mérite.

Angers, le 3 septembre 2009



Comités angevins du NPA

Mail : npa49@yahoo.fr

Tél./Rép./Fax : 02 41 25 19 10

Permanences à Angers :

- Les samedis
entre 11h00 et 12h00 en
haut de la place Imbach ;

Contact comité de Cholet :

npacholet@orange.fr

<http://choletnpa49.unblog.fr/>

Contact comité de Saumur :

npa_saumurois@hotmail.fr

Contact national avec le NPA :

ecrire@npa2009.org

Lisez « Tout est à nous ! »



Hebdomadaire du NPA (1€20)

Nous sommes des milliers de travailleurs, avec ou sans emploi, avec ou sans papiers, des jeunes, des retraités, des précaires, des militant-e-s politiques, associatifs, syndicaux, nouveaux ou anciens. En réponse à l'appel d'Olivier Besancenot, nous avons fondé le Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA). Nous voulons rassembler dans ce parti toutes celles et tous ceux qui veulent en finir avec le capitalisme. Nous appelons à construire toutes et tous ensemble une gauche qui ne renonce pas, une gauche de combat pour changer le monde.